MICROFICHE ETABLIE A PARTIR DE
L'UNITE DOCUMENTAIRE
N

جديدة منجزة حسب الوثيقة
رقم :

92 0151

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

المركز الوطني للتوثيق
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION

SERVICE DE REPROGRAPHIE
ET IMPRIMERIE

B·P 826 RABAT

المغرب
CND
MAROC

مصلحة الطباعة والتصوير
ص.ب 826 الرباط

F 1

المملكة المغربية
...والتوثيق

CONJONCTURE : PLURALITE DES DEFINITIONS, DIVERSITE DES APPROCHES ET EVOLUTION DES BESOINS

AHMED LAAZOUDI
CENTRE MAROCAIN DE CONJONCTURE

Dans le cadre de cet exposé introductif, il serait utile de rappeler, à toutes fins utiles, ce qu'est la conjoncture et de tenter de dégager les principales caractéristiques du dispositif conjoncturel national ainsi que les perspectives de développement.

Le concept de Conjoncture fait fortune actuellement. Cela est due à l'engouement que connaît la pratique de l'analyse conjoncturelle. Ce regain d'intérêt s'explique par plusieurs raisons :

- à la faveur de la nouvelle politique économique, de nombreuses mesures, à caractère institutionnel, ont été initiées par les Pouvoirs Publics. Ces mesures touchent pratiquement tous les domaines de la vie économique et sociale.

Mentionnons, à titre d'exemple, la libéralisation, en cours, de la politique monétaire et financière: la levée de l'encadrement du crédit s'est accompagnée de la dérégulation des taux d'intérêt (aussi bien débiteurs que créditeurs).
la majorité des prix- des biens et services- connaît, également, un mouvement accentué de déréglementation.

Ces exemples, malgré leur diversité, ont un dénominateur commun recul de L'ECONOMIE ADMINISTRE au bénéfice de L'ECONOMIE DE MARCHE. Pour l'ensemble des opérateurs économiques et sociaux, cela signifie que des comportements nouveaux, plus concurrentiels, sont encouragés.

Une plus grande liberté a, ainsi, été rendue aux gestionnaires des affaires dans divers domaines relevant de la vie de l'entreprise (production, commerce, finance, etc...) mais cette entreprise sera, également confrontée, et quotidiennement, à un environnement de plus en plus risqué. Pour mieux maîtriser cette incertitude, il serait nécessaire de disposer d'un système d'informations rationnel, capable de renseigner sur l'évolution immédiate de l'entreprise.

- une plus grande ouverture de l'Economie Marocaine sur le Reste du Monde a entraîné dans son sillage, un démantèlement progressif de la politique d'import-substitution . En témoignent plusieurs indices : à l'adhésion du Maroc au GATT, en Juin 1987, s'ajoute une baisse substantielle des droits à l'importation. Il en résulte que, dorénavant, on n'est

plus seul sur le marché. La concurrence est autant d'origine interne qu'externe. Pour relever ces défis, nouveaux, il est impératif d'être informé convenablement (l'information doit être fiable) et rapidement.
Toute appréciation inadéquate des retournements de tendance peut avoir un coût économique et social fâcheux! Une mévente peut générer aussi bien la formation d'un stock supplémentaire que des licenciements.

Autant dire que cette double évolution impose, désormais, une vision nouvelle du concept de conjoncture. Selon une conception très répandue, peut-être la moins mauvaise, en tout cas cette définition est partagée par la majorité de la communauté des conjoncturistes : les travaux de conjoncture consistent à analyser, dans une perspective à court terme, des variables économiques, financières et sociales jugées stratégiques. La dimension temporelle du COURT TERME peut être entendue de différentes manières: au jour le jour, hebdomadaire, mensuelle, semestrielle, annuelle, dix-huit mois voire vingt quatre mois.

Cette perception de la conjoncture a amené les différents producteurs de l'information au Maroc (des Administrations publiques pour l'essentiel) à se spécialiser, chacun dans son domaine de compétence dans la production d'un certain type de données. Il en est résulté une division des tâches qui, s'est effectué de manière spontanée entre les différents départements de l'Administration. Cette répartition, naturelle, des tâches a fait que chaque département appréhende la conjoncture un peu à sa manière, en tout cas en rapport avec les statistiques dont il a la charge et le monopole de production.

Cette pratique de l'analyse conjoncturelle permet de faire deux constations principales: ce qui est important pour telle Administration ne l'est pas forcément pour l'autre, les variables jugées stratégiques par telle ou telle institution ne sont pas perçues comme telles par les autres services. De ce fait, plusieurs interrogations peuvent être envisagées.

En premier lieu, existe-t-il, réellement, une véritable coordination entre ces perceptions et ces pratiques «sectorielles» (sectoriel faisant référence à une spécialisation par administration) de l'analyse de la conjoncture ?

En deuxième lieu, une constatation s'impose: l'information est actuellement le fait exclusif (voire même le monopole) de l'Administration. Certes , selon des avis autorisés et neu-

tres, le système national d'informations est un système très performant qui a, peu d'équivalent, parmi les systèmes des pays à structure économique comparable. Mais pour enrichir ces informations, n'est-il pas souhaitable de diversifier les sources statistiques?. Des données en provenance des Organisations professionnelles appartenant à divers secteurs (productif, financier, social etc...) sont de nature à permettre des comparaisons. Les agents économiques seraient alors «un peu libres de choisir».

Des sources diversifiées pourraient servir de base pour le montage des banques de données à vocation conjoncturelle correspondant, davantage, aux attentes de opérateurs économiques. Le secteur privé, catalyseur d'un système d'informations complémentaire à celui déjà existant, permettrait de combler l'indigence de l'information en provenance du monde professionnel. De la sorte, ce secteur démontrera que sa vision économique est une vision «cohérente» et «porteuse».

En troisième lieu la pratique, actuelle, de l'analyse conjoncturelle semble focaliser, fondamentalement, « sur ce qui s'est passé réellement en t-1", autrement dit l'analyse de la conjoncture est tournée vers l'appréhension du passé immédiat. C'est très utile, mais c'est peut-être à compléter par des «PREVISIONS». Des prévisions, établies sur des bases scientifiquement reconnues, jouent un rôle important même quand elles ne se réalisent pas !

La vertu première d'une prévision est celle d'augmenter la rationalité au moment de la prise de décisions: une Prévision a une valeur d'annonce à l'adresse des opérateurs de la vie économique. Pour ce faire, il serait utile que des indicateurs, nouveaux, complémentaires à ceux déjà existant soient mis en service.

A titre indicatif, un tableau de bord comportant à la fois de des réalisations mais aussi des anticipations, permet de réduire «le pilotage à vue» et d'asseoir la conduite immédiate des affaires sur des bases un peu plus objectives.

En dernier lieu des aménagements sont à apporter au niveau global et macro-économique. Sous cet exemple on peut avancer trois séries d'exemples :

■ il est indispensable de redéfinir la périodicité de certaines données de la Comptabilité Nationale. Les Comptes de la Nation constituent une source précieuse pour apprécier la

croissance économique dans un pays donné. Or ces comptes ne sont disponibles qu'avec beaucoup de retard. Une trimestrialisation des comptes (même par des méthodes rudimentaires telle la technique du calage) améliorerait le suivi de la conjoncture. Les Budgets économiques, fondement de toute politique économique rationnelle, sont également à promouvoir. Leur développement permettrait d'élaborer des scénario et des variantes de politique économique.

■ les indices de prix, particulièrement celui du coût de la vie est l'un des rares indicateurs qui soit disponibles mensuellement et régulièrement. Toutefois, on peut se demander, si sa représentativité n'est pas dépassée. Sa base remonte au début des années 1970. Une enquête de consommation, réalisée en 1984-85, devait servir de base à l'établissement du nouvel indice. Or sept-huit ans après, le nouvel indice n'est toujours pas publié !

■ de même il serait opportun d'actualiser la définition d'un certain nombre d'agrégats utilisés dans le suivi de la conjoncture. La notion de Masse Monétaire, telle qu'elle est actuellement utilisée, est manifestement dépassée en raison du rapprochement des rôles joués par les intermédiaires bancaires (Banques Commerciales) et non bancaires (Organismes Financiers Spécialisés). La fin de la spécialisation bancaire a rendu, désuets, beaucoup de concepts. Il est curieux de constater, en 1991, qu'un Tableau d'Opérations Financières (TOF) ne soit toujours pas élaboré au Maroc. Comment peut-on, raisonnablement, apprécier l'impact de la politique monétaire et financière sans connaître la destination et l'origine des flux financiers ?

De plus, des indicateurs financiers en rapport avec le coût du crédit et compte tenu de la libéralisation actuelle des structures monétaires s'avère, indispensables. Il est impossible de porter un jugement, un tant soit peu fondé, sur l'après-encadrement du crédit sans disposer de repères traduisant la situation du marché des fonds prêtables. L'intérêt de ces repères réside dans le fait que le secteur financier, étant le plus organisé, joue le rôle de précurseur et constitue une source précieuse de renseignement sur la conjoncture qui est en cours de formation.
Les opérations financières (montants et taux moyens) ayant lieu sur le marché monétaire (compartiments interbancaire et/ou avec interventions de Bank Al Maghrib) doivent être mises à la disposition des conjoncturistes! Il en est de même pour les opérations de refinancement du Trésor.

■ des outils, nouveaux, et plus raffinés, sont également à promouvoir. Leur développement permettrait d'élaborer des scénario et des variantes de politique économique Faut-il également mentionner que beaucoup de statistiques, en particulier celles relatives au Commerce Extérieur, doivent être exploitées aussi bien sous formes brute que corrigée des variations saisonnières. Car les résultats obtenus en exploitant les séries initiales ou transformées sont loin d'être identiques !

En définitive, les mutations que connaît actuellement l'Economie Marocaine, semblent aller vers une plus grande promotion de l'Economie de Marché, cadre devant en principe accorder une plus grande place aux comportements des opérateurs économiques (les entreprises en particulier). L'amélioration du dispositif conjoncturel actuel, intéressant les différentes parties prenantes, devrait se faire dans un climat qui privilègierait le dialogue et la concertation. Sans cet effort de renouveau, tout travail conjoncturel resterait forcément sommaire.

-9422(S)

BORDEREAU DE SAISIE

C.N.D

MAROC

ISN	
NONAT A 110	
NAC A 090	92-0151
CODBI A 121	
COTRA A 122	

NIVUD A 131	(A)	M	C	NIVSO A 132	(M)	C	S

TYPREL A 141	T	G	S	R
NOAP A 142				
NACAP A 143				

CODUD	
INDEX A 010	AIT
NAME A 020	

STATUT A 150	C	D	PAYS PROD. A 160	MA	TYPE BIBL. A 171	J	

INDICATEURS BIBLIOGRAPHIQUES	REUNION	DICTIONNAIRE	DONNEES NUMERIQUES	THESE	TEXTE LEGISLATIF	BIBLIOGRAPHIE	CARTE(S) INCLUSE(S)	RESUME	NON CONVENTIONNEL	
A 172	(K)	L	N	U	W	Z	Y	E	(V)	R

UNITE DOCUMENTAIRE (A/M/C)

A 120 AUTEUR ET AFFIL	LAABOUDI, AHMED / Centre Marocain de Conjoncture / CASABLANCA / MA
A 220 COLLECTIVITE AUTEUR	
A 230 TITRE UD	conjoncture : pluralité des définitions, diversité des approches et évolution des besoins.
A 240 A 250	TITRES TRADUITS . . . . . Utiliser le bordereau 2 : données complémentaires

SOURCE : DOCUMENT GENERIQUE (M/C/S/)

A 310 AUTEUR	
A 320 COLLECTIVITE AUTEUR	Centre Marocain de Conjoncture / Casablanca / MA
A 330 TITRE DOCUM GENER	Dispositif national de suivi et d'analyse de la conjoncture au Maroc
A 340	TITRE GENERIQUE . . . . . eau 2 : données complémentaires
A 410 TITRE PUBLIC EN SERIE	
A 420 VOLNUM	A 430 ISSN

NOTES D'INDEXATION

DATIN D 100	
DATSA D 110	
DATMI D 120	

A 640 LGEUD		A 560 LANRES			
A 611 NEDIT	Centre Marocain de conjoncture				
A 612 VEDIT	Casablanca			A 613 CPEDI	M:A -:-
A 620 DATE	9 mai 1991			A 630 ANNEE	1:9:9:1
A 641 COLLP	p. 14 - 18	A 642 COLLN			
A 650 NODOC					
A 660 ISBN		A 670 EDITN			
A 711 REUNN	Journée d'études et de reflexion sur les travaux d'analyse de la conjoncture au Maroc				
A 712 REUNV	Rabat	A 713 REUNP	M:A	A 714 REUND	9 mai 1991
A 720 THESE					
A 730 A 740	Brevet Projet : utiliser le bordereau 2 :"Données complémentaires"				
A 810 DISPO		A 820 NOTES			

ZONES B ET C

B 110 ISO COGEO M:A

B 120 à B 170 : utiliser le Bordereau 2

B 210 - DESC:

/ CONJONCTURE ECONOMIQUE /, / PREVISION /,
/ POLITIQUE DE CONJONCTURE /.

B 320-RESUM

Différentes définitions du concept "conjoncture" selon l'évolution de l'économie nationale. Rôle de l'information conjoncturelle et de l'analyse conjoncturelle pour la promotion des différents domaines de l'économie marocaine.

MAROC - Codes spécifiques

C 410 GEO	
C 420 GLG	C 430 ETL
C 440 STR	
C 450 BOT	
C 460 CHR	
C 470 OFF	
C 480 STAT	

المملكة المغربية
المركز الوطني للتوثيق
مصلحة الطباعة و الاستنساخ
تاريخ 20-7-92 رقم 92-0251

FIN

النهاية

9

VUES

مشاهد